

Londres et Bruxelles parlent désormais d'une même voix



Londres et Bruxelles parlent désormais d'une même voix

L'Union européenne et le Royaume-Uni trouvent un accord in extremis

Un enjeu d'importance pour le Royaume-Uni, qui réalise la moitié de ses exportations en Europe et tire la moitié de ses importations de l'Europe. Il s'agit également d'un enjeu important pour la France, car l'Angleterre est notre premier excédent commercial. L'accord prévoit aussi les indispensables coopérations en matière de sécurité.

Quatre années auront été nécessaire pour trouver un accord de dernière minute

. L'Angleterre qui voulait le beurre et l'argent du beurre à lâché du lest au dernier moment.

Une bonne chose pour l'union européenne qui depuis l'admission de la Grande Bretagne dans l'union a toujours été freinée dans sa marche en avant par cette dernière. Plus libre aujourd'hui dans ses engagements et dans ses réformes l'UE devrait trouver un second souffle. De quoi booster l'entité sur le marché mondial et faire renaître de l'espoir chez les Europhiles.

Ce deal historique est intervenu alors que le Royaume-Uni doit quitter le marché unique le 31 décembre. "Cela valait la peine de se battre pour cet accord. Nous avons maintenant un accord juste et équilibré avec le Royaume-Uni. Il protégera nos intérêts européens, garantira une concurrence loyale et offrira une prévisibilité à nos communautés de pêcheurs. L'Europe avance maintenant", a expliqué la présidente de la Commission européenne.

De forts changements à prévoir tout de même .

"Le Royaume-Uni a choisi de quitter l'UE et le marché unique, de renoncer aux droits et aux avantages d'un État-membre. Notre accord ne réplique pas ces droits et ces avantages ; Il y aura donc malgré cet accord, de vrais changements, le 1er janvier, pour beaucoup de citoyens et de beaucoup d'entreprises. C'est la conséquence du Brexit", a déclaré le négociateur Michel Barnier, lors de la conférence de presse, après l'annonce de cet accord.

Les Britanniques étaient au pied du mur à quelques heures d'un no deal qui aurait eu des conséquences déplorables pour eux. En effet ils exportent 47% de leurs produits vers le continent, quand l'UE n'écoule que 8% de ses marchandises de l'autre côté de la Manche.

Pour les Européens, droits dans leurs bottes il n'était pas question de céder sans obtenir des garanties de la part de Londres contre la concurrence déloyale en matière d'environnement, de droit du travail ou même de fiscalité. Pas question non plus que les Anglais fassent du dumping social. Un Singapour aux portes de l'Europe l'UE ne pouvait l'admettre..

Euphorique le premier ministre britannique, Boris Johnson, ne manquera pas d'annoncer une grande victoire permettant au peuple britannique de reprendre le contrôle de son destin alors que les conséquences de la sortie de l'UE vont se faire rapidement ressentir outre manche. .

Reste à savoir si les accords seront respectés Boris Johnson, n 'ayant jusqu'à présent pas fait preuve de franchise par rapport à ses engagements.

Les Etats membres doivent encore approuver une procédure d'application provisoire de l'accord, afin qu'il entre en vigueur dès le premier jour de la nouvelle année, car le Parlement européen n'aura pas le temps de le ratifier d'ici là.